

Thème 7 : Les autres acteurs de la transition

LA CEINTURE ALIMENT-TERRE LIEGEOISE FACE AUX DEFIS DE SON POSITIONNEMENT THEORIQUE,
POLITIQUE ET INSTITUTIONNEL

Pascal Marcq¹
Christian Jonet²
Etienne Verhaegen³
Marlène Feyereisen⁴
Sybille Mertens⁵
Pierre M. Stassart⁶

Introduction

Parmi les initiatives récentes en Wallonie, la Ceinture Aliment-Terre Liégeoise [CATL] semble être un acteur de terrain initiant une dynamique territoriale en matière de systèmes agroalimentaires alternatifs [S3A] (Deverre & Lamine 2010) qui retient particulièrement l'attention⁷.

Lancée en novembre 2013 par des membres de Liège en Transition et en partenariat avec une série d'acteurs de terrain en développement local et/ou durable, en économie sociale ou en éducation permanente, la CATL tente de mettre en place un programme ambitieux d'écologisation, de relocalisation et de démocratisation en profondeur du système alimentaire à l'échelle de la province de Liège. L'objectif premier de cette dynamique est d'aider à structurer une filière complète d'alimentation locale en circuit court, articulée principalement autour d'entreprises à finalité sociale (Jonet & Marcq 2015).

Bien que la dynamique ait rencontré un large enthousiasme populaire, contribué à la mise en chantier de plusieurs projets pilotes innovants, suscité l'intérêt du monde scientifique et

¹ Pascal Marcq (pmarcq@ulg.ac.be) est chercheur au Centre d'Economie Sociale (HEC-ULg). Il est titulaire d'un master en relations internationales (UCL), d'un master en *Cultures and Development Studies* (KUL) et d'un certificat interuniversitaire en agroécologie et transition vers des systèmes alimentaires durables (UCL/ULg).

² Christian Jonet (christian@barricade.be) est licencié en sciences politiques et en administration publique (ULg). Il est coordinateur de l'asbl Barricade et porte-parole de la Ceinture Aliment-Terre Liégeoise.

³ Etienne Verhaegen (etienne.verhaegen@uclouvain.be) est ingénieur agronome et docteur en sciences sociales et politiques (UCL). Il est chargé de cours invité à l'Institut d'études du développement (UCL).

⁴ Marlène Feyereisen (marlene.feyereisen@ulg.ac.be) est chercheuse au SEED (ULg, Campus d'Arlon). Elle réalise une thèse de doctorat sur les systèmes agroalimentaires alternatifs.

⁵ Sybille Mertens (smertens@ulg.ac.be) est professeur au Centre d'Economie Sociale (HEC-ULg). Elle est docteur en économie.

⁶ Pierre M. Stassart (p.stassart@ulg.ac.be) est docteur en sciences de l'environnement. Il est directeur du SEED (ULg, Campus d'Arlon), il enseigne les *sustainability transition studies* et il est notamment membre de GIRAF (Groupe interdisciplinaire de recherche en agroécologie du FNRS).

⁷ D'autres dynamiques comparables (et inspirées de l'expérience liégeoise) émergent d'ailleurs en Wallonie, voir notamment l'initiative CALITERRE (<http://www.caliterre.be/>).

Thème 7 : Les autres acteurs de la transition

généralisé une certaine reconnaissance institutionnelle⁸, à ce stade, un important travail d'auto-structuration semble nécessaire avant de prétendre franchir une nouvelle étape. Pour y parvenir, le 12 novembre 2014, une « plate-forme stratégique » de la CATL s'est réunie pour la première fois. Composée d'une vingtaine d'acteurs de terrain, d'acteurs institutionnels et de chercheurs universitaires, elle a pour vocation d'identifier les principaux enjeux auxquels la CATL est confrontée, et d'y apporter des réponses ou des pistes de réponse. Au terme de cette première réunion, il apparaît que les chantiers stratégiques prioritaires concernent d'une part, la définition d'une identité précise pour la CATL (raison d'être, valeurs, missions, vision) et, d'autre part, sa gouvernance, tant dans son organisation interne que dans ses rapports à l'externe (pouvoirs publics, institutionnels, autres acteurs, etc.). La pérennisation de la CATL, et le plein déploiement de son potentiel d'innovation, semblent largement dépendre de sa capacité à établir et à faire reconnaître la plus-value qu'elle apporte sur son territoire, bref à légitimer son existence et sa démarche en questionnant son positionnement théorique, politique et institutionnel.

Cette contribution vise principalement à questionner le processus de légitimation de la CATL et ce, dans une posture transdisciplinaire. Par ce positionnement épistémologique, nous entendons :

[A] critical and self-reflexive research approach that relates societal with scientific problems [which] produces new knowledge by integrating different scientific that relates societal with scientific problems [and which] produces new knowledge by integrating different scientific and extra-scientific insights [and which] aims to contribute to both societal and scientific progress. (Jahn, Bergman & Keil 2012)

Ainsi, en quête d'une éthique de durabilité forte (Dedeurwaerdere 2013), en déployant un processus réflexif, nous tenterons de rencontrer deux objectifs en synergie : penser l'action avec les acteurs de la CATL et enrichir (ou pour le moins questionner) les cadres généralement mobilisés pour traiter des dynamiques de transition (et ce, toujours avec les acteurs sociaux). Dans cette écologie des savoirs, il s'agit donc bien ici de tenter de reconceptualiser à la fois le rôle de l'expert et celui de l'acteur de terrain (Gibbon et al. 1994) pour générer du (vrai) changement et de la (meilleure) science.

Pour ce faire, dans cette contribution, nous prendrons la liberté de quitter la séquence classique d'un article scientifique de type hypothético-déductif en privilégiant une structure davantage inductive illustrant le processus itératif qui prévaut dans cette recherche. Dans une première partie, nous partirons du terrain en offrant certains éclairages sur la trajectoire de la CATL. Dans une seconde section, nous proposerons de nourrir la réflexion théorique en abordant la CATL comme un entrepreneur institutionnel (Battilana et al. 2009). Dans une troisième partie, nous évoquerons des pistes d'action pour la CATL et relèverons les controverses que les visées transformatrices de la CATL soulignent. Nous concluons par quelques considérations sur les cadres théoriques généralement mobilisés pour traiter de

⁸ Par exemple, des membres fondateurs de la CATL ont été invités le 26/03/2015 à animer une journée de formation organisée par l'Union des Villes et Communes Wallonnes sur le thème du « développement local en transition ».

Thème 7 : Les autres acteurs de la transition

transition sociotechnique en soulignant particulièrement l'intérêt à porter sur les processus d'hybridation.

La Ceinture Aliment-Terre Liégeoise : éléments de trajectoire

La stratégie de lancement de la CATL et les perspectives de développement s'appuient sur quatre axes forts qu'il convient de souligner : une référence aux débats actuels sur l'approche de la transition, une ouverture à des acteurs multiples, la participation de différents centres de recherche et l'appui à l'éclosion de diverses initiatives concrètes en économie sociale.

La transition comme point de départ

Si la dynamique CATL a été lancée par des acteurs de terrain dont Liège en Transition, la locale liégeoise du mouvement citoyen international des initiatives de transition, il est important de noter que ces acteurs connaissent et se réfèrent à des éléments du cadre théorique développé autour de l'idée de transition, tant dans leurs dimensions analytiques que dans leurs dimensions opérationnelles. Ainsi, en mars 2013 déjà, les initiateurs de la CATL avaient proposé au cabinet du Ministre du développement durable de l'époque de financer la mise en place d'arènes de la transition, dans une perspective de « gestion de la transition » (ou *Transition management [TM]*) telle que développée notamment aux Pays-Bas et en Flandre (Boulangier 2008 ; Grin et al. 2004). Ce type de dispositif, en général initié et porté conjointement par le monde politique et le monde scientifique, vise à piloter une transition sur le long terme (25 à 30 ans) d'un système sociotechnique déterminé sur un territoire relativement large, le plus souvent régional. Mais contrairement au modèle classique du *TM*, dans le cas de la CATL, ce sont des acteurs de terrain qui se sont proposé d'initier et de piloter la démarche de *TM* (en l'occurrence du système alimentaire local) où le territoire d'action envisagé, à savoir la Province de Liège, était plus restreint que dans d'autres opérations de *TM*. Cependant, les pouvoirs publics ont demandé aux porteurs du projet de s'orienter vers un projet plus concret. Cela a débouché sur le financement d'une recherche-action qui, *in fine*, aboutira à la création, en janvier 2015, de la société coopérative à finalité sociale [SCFS] *Les Compagnons de la terre [CDLT]*, fer de lance de la CATL en matière de production collaborative, innovante et agroécologique.

Une large mobilisation multi-acteurs

Persuadés de la nécessité et de l'opportunité d'insuffler une ambitieuse dynamique de réseau dans le champ des S3A à l'échelle de la province liégeoise, les initiateurs du projet sont arrivés à la conclusion que, faute de moyens financiers suffisants pour lancer une véritable démarche de *TM*, il leur faudrait miser sur des pratiques innovantes et autogérées par les acteurs concernés. Cela s'est concrétisé, le 6 novembre 2013, à l'occasion des événements de lancement officiel de la CATL, par l'expérimentation d'un *forum ouvert* auquel furent invitées toutes les parties prenantes potentielles identifiées par les organisateurs. Le forum ouvert est un outil d'intelligence collective fréquemment utilisé dans le réseau citoyen des initiatives de transition, où les participants établissent eux-mêmes l'ordre du jour des questions à se poser pour résoudre un problème, et y apportent

Thème 7 : Les autres acteurs de la transition

collectivement des réponses. Le 6 novembre 2013, la question posée par les organisateurs était : « comment parvenir, d'ici 25 à 30 ans, à faire en sorte que la majeure partie de la nourriture consommée en Province de Liège soit produite localement, de manière durable et équitable ? » Sur cette base, 42 ateliers ont été organisés au cours de la journée⁹. Des groupes de travail se sont spontanément constitués ensuite pour prolonger la dynamique enclenchée lors du forum ouvert. Certains de ces groupes étaient plutôt orientés vers la réflexion, sur des thèmes tels que l'accès à la terre ou aux financements, et d'autres plutôt vers l'action, principalement autour du soutien ou de la création de projets concrets orientés vers l'entrepreneuriat social et collectif.

Cette journée fut une réussite du point de vue de la participation, tant en termes d'affluence (170 participants) qu'en termes de diversité, puisqu'y ont pris part des agriculteurs pratiquant divers types d'agriculture, des organisations paysannes, des ONG, des organisations d'animation économique et de développement territorial, des représentants de divers pouvoirs publics, des acteurs du circuit court (groupes d'achat et coopératives notamment), de nombreux chercheurs, mais également de « simples mangeurs ». Ces ateliers furent l'occasion de confronter une série de savoirs : sociaux, de terrain, scientifiques et institutionnels. Par exemple, sur la problématique foncière, il fut particulièrement intéressant de voir travailler conjointement des agriculteurs, un membre de la SCFS Terre-en-vue, un militant altermondialiste, un représentant de l'Agence de développement économique pour la Province de Liège, un acteur public communal, des acteurs des circuits courts, et un politologue/sociologue.

Le travail des différents groupes de réflexion a permis d'identifier les principaux chantiers à mettre en œuvre pour la CATL, à savoir : accéder à la terre, accéder aux savoirs et aux savoir-faire, accéder aux financements, permettre aux producteurs de vivre dignement de leur métier et de bénéficier d'une bonne qualité de vie, combiner et tester les innovations, valider et essayer les nouveaux modèles et professionnaliser et animer la filière naissante. Le travail de réflexion de ces groupes a également permis aux acteurs de mieux intégrer la notion de verrouillage sociotechnique, et d'initier progressivement des stratégies de « déverrouillage » cohérentes et conscientes : tentative de redéfinition de l'ensemble du système alimentaire, de la production à la consommation, et de construction d'un autre marché ; construction de projets non pas sur une logique sectorielle, mais sur une logique territoriale émergente, portée par les acteurs locaux ; tentative de rupture de référentiels, par exemple en cherchant à construire un nouvel accord sur la qualité avec d'autres acteurs ; tester et évaluer différentes combinaisons d'innovation sociale et technique ; constitution d'alliances avec le monde de la recherche et adoption d'une démarche transdisciplinaire.

En outre, ces groupes de réflexion ont eu un impact sur la construction de projets concrets. Le projet pilote CDLT est significatif à cet égard dans la mesure où il tente consciemment de combiner diverses innovations sociales et techniques. La coopérative va en effet tenter de mettre en œuvre des pratiques innovantes en matière d'accès à la terre, de modalités de financement, de modèles agroéconomiques, d'organisation plus collective du travail, de

⁹ Les comptes-rendus des différents ateliers sont disponibles sur le site web de la CATL (<http://www.catl.be/>).

Thème 7 : Les autres acteurs de la transition

gouvernance démocratique, de création de lien entre les nouveaux producteurs non issus du monde agricole (NIMAculteurs) et agriculteurs en place, de soutien à l'écologisation de l'agriculture conventionnelle, ainsi qu'en matière de stratégie d'essaimage.

Si les journées du 5 et 6 novembre ont permis le lancement officiel de la CATL et la mise en œuvre d'un embryon de démarche d'intelligence territoriale, d'autres étapes importantes les ont précédés : une phase de production d'une vision du projet CATL, et une phase de mobilisation d'un large réseau autour de cette vision.

La première étape de la démarche a constitué à produire un discours relatif aux objectifs du projet qui soit à la fois radical (la transition est un projet de transformation en profondeur d'un système) et ouvert. Puisque la volonté était de mettre autour de la table l'ensemble des parties prenantes identifiées, il ne fallait en rebuter aucune, et le calibrage du discours, et donc de la vision, était particulièrement délicat. Le résultat¹⁰ correspond globalement au champ éthique des S3A – construire des systèmes alimentaires plus équitables, environnementalement plus durables et politiquement moins asservissants – avec une attention particulière accordée à la notion de souveraineté alimentaire, à la question des inégalités sociales, et à la création d'emplois décents non délocalisables. La véritable originalité de ce texte réside d'une part, dans le recours à la notion de réseau d'acteurs et de synergies à créer sur un mode de coordination décentralisée et, d'autre part, dans l'accent mis sur l'ouverture et l'accessibilité aux débats¹¹.

Le discours et l'expression de cette vision de l'évolution du système alimentaire local ont à leur tour permis de mobiliser un très large réseau de partenaires, puisqu'une cinquantaine d'organisations ont soutenu le lancement officiel de la CATL en novembre 2013. Si la journée du 6 novembre fut consacrée au forum ouvert, celle du 5 novembre vit l'organisation de la soirée « grand public » de lancement de l'initiative, à laquelle ont pris part quelques 400 personnes. Atteindre un tel niveau de participation, sans dépenser un euro en publicité et sans « star » à l'affiche de la soirée, n'a pu se faire que par la mobilisation d'un large réseau, elle-même permise par la création d'une vision forte et se voulant inclusive.

Parallèlement à cette volonté d'asseoir l'édification de la CATL sur une large base d'acteurs, les initiateurs se sont aussi d'emblée inscrits dans une dynamique collaborative forte avec la recherche en sciences sociales et en agronomie, ce qui constitue un autre trait marquant du processus de lancement et de consolidation progressive du projet.

Collaborations avec le monde scientifique

Les acteurs de la CATL s'intéressent de près aux savoirs scientifiques susceptibles de les aider à construire leur stratégie d'action. C'est ainsi que la CATL, ou du moins certains de ses acteurs, participe à plusieurs programmes de recherche scientifique et collabore

¹⁰ Voir « Principes fédérateurs et intentions du projet » de l'onglet *Présentation* du site web de la CATL (<http://www.catl.be/presentation/>).

¹¹ « Nous sommes désireux de travailler/réfléchir avec tous ceux qui partagent globalement les principes et objectifs énoncés ici, qu'ils soient labellisés bio ou pas, qu'ils se réclament de l'économie sociale ou pas, etc. » (*Ibid.*).

Thème 7 : Les autres acteurs de la transition

étroitement avec des sociologues, des économistes et des agronomes. Les acteurs de la CATL se sont par exemple conscientisés aux puissants phénomènes de « verrouillage » des systèmes sociotechniques (Baret et al. 2013) grâce à leurs interactions avec les membres du Groupe Interdisciplinaire de Recherche en Agroécologie du FNRS (GIRAF).

Par ailleurs, le modèle agronomique et économique du projet des CDLT a initialement été élaboré dans le cadre d'un partenariat avec la Boutique des sciences de l'UCL ; celui-ci débouchera probablement sur une thèse de doctorat en agronomie/agro-écologie prenant la forme d'une recherche-action sur ce projet de coopérative innovante. Au terme d'une période de test de 5 ans, l'objectif principal de ce doctorat est de porter un éclairage critique sur la conception et la mise en œuvre de ce type de dispositif cherchant à revitaliser l'agriculture paysanne locale. En outre, les CDLT et la CATL ont pris l'initiative de lancer une dynamique de recherche relative aux indicateurs environnementaux, sociaux et socioéconomiques des filières courtes afin de comparer ceux-ci avec les filières conventionnelles. Il s'agit plus exactement d'initier un débat sur les stratégies et modalités de communication sur la pertinence du projet et les obstacles qu'il rencontre, vers le grand public et les sphères du pouvoir de décision politique. De plus, un autre projet de recherche transdisciplinaire entre la CATL et le Centre d'économie sociale (HEC/ULg) visant à répondre aux nombreuses sollicitations des porteurs de projet potentiels en alimentation durable en termes de gouvernance, de financement et de viabilité économique est actuellement à l'étude. Enfin, il faut souligner que les forces vives de la CATL poussent les interactions entre recherche et action plus loin encore en induisant l'émergence d'un nouveau type d'acteur qu'on pourrait qualifier de « chercheur-entrepreneur social »¹².

Des projets économiques concrets en économie sociale

Un quatrième axe à souligner dans ce processus de construction de la CATL est de la voir jouer un rôle central dans le lancement d'initiatives concrètes autour de l'alimentation durable. En 2015, le travail d'animation de la CATL ne faisant plus l'objet d'un financement public (hormis le travail d'éducation permanente réalisé par l'asbl Barricade), ce sont les dynamiques entrepreneuriales, en particulier en économie sociale, qui constituent la principale actualité du projet. Outre la création de la société coopérative des CDLT en janvier 2015, d'autres projets entrepreneuriaux sont à l'étude ou en cours de lancement, en matière de production de semences, de production de champignons sur marc de café, de transport d'alimentation en mobilité douce, de transformation alimentaire et de restauration.

L'organisation régulière de « rencontres de porteurs de projets » permet de créer des connections et des synergies entre un nombre croissant d'acteurs de manière à constituer progressivement un embryon de filière courte intégrée, de la semence à l'assiette. Le Valeureux, la « monnaie locale » qui rassemble plus de trente-cinq commerces liégeois autour d'une même éthique inscrite dans une charte, a pour sa part vocation de renforcer la circulation monétaire dans cet autre type de marché, non pas « auto-régulé », mais régi par les acteurs de la filière selon les règles qu'ils se sont communément choisies.

¹² Certains des auteurs du présent texte constituent d'ailleurs des exemples significatifs.

Thème 7 : Les autres acteurs de la transition

La plupart de ces projets (dont plusieurs sont encore en gestation) prennent la forme d'entreprises d'économie sociale, généralement coopératives, à la recherche de financements ; ceux-ci pouvant s'avérer importants. Par exemple, toujours dans le cas des CDLT, le besoin de financement a été évalué à un million et demi d'euros sur cinq ans avec, à la clé, la création de 20 à 30 emplois auto-financés. Les fondateurs de cette coopérative espèrent que l'accompagnement scientifique dont bénéficiera le projet, tant sur ses dimensions agronomiques qu'économiques, sera de nature à mettre en confiance des investisseurs, qu'il s'agisse de sociétés publiques d'investissement ou d'épargnants privés désireux d'investir directement dans le capital d'une telle entreprise citoyenne¹³.

On peut à nouveau tracer un parallèle avec le mouvement des initiatives de transition, dont le projet *REconomy* vise à une réappropriation solidaire et citoyenne des économies locales. Loin de correspondre à un mouvement de repli sur soi, il s'agit, comme le répète régulièrement le principal fondateur du mouvement, Rob Hopkins, d'aller à l'encontre de la tendance générale à la concentration du pouvoir et des richesses entre les mains d'un nombre toujours plus restreint de personnes. Dans une perspective de souveraineté alimentaire et économique, il s'agit également pour les populations locales de ne plus dépendre des multinationales, en particulier de l'agroalimentaire, pour les nécessités de leur reproduction matérielle.

En se rappelant que, dans cette contribution, nous questionnons le processus de légitimation de la CATL, avant d'aller plus avant, une petite « pause » théorique s'impose. Une manière de nourrir ce processus pourrait être de l'aborder sous l'angle de la gestion stratégique de l'innovation sociotechnique : l'*empowering* (Smith & Raven 2012).

Approches de l'entrepreneuriat institutionnel dans les sciences de gestion des entreprises sociales

Pour traiter de cette dynamique d'*empowering*, l'école de pensée dite de « l'entrepreneuriat institutionnel » (Oliver 1991, DiMaggio 1988, Battilana et al. 2009) nous semble particulièrement intéressante à mobiliser.

En rupture avec une perspective soulignant la tendance à l'isomorphisme des organisations face à leur environnement afin d'assurer leur survie (DiMaggio & Powell 1983 ; Enjolras 1996), l'entrepreneuriat institutionnel, inspiré par la théorie de la structuration (Giddens 1987) restaure l'*agency* des acteurs. Ainsi, ceux-ci ont des capacités d'action transformative sur leur environnement en mobilisant des réponses stratégiques participant à faire reconnaître la légitimité de leurs pratiques (Battilana et al. 2009). Concrètement, ces réponses stratégiques peuvent être de deux types : développer une vision et mobiliser des alliés (*Ibid.*).

Le développement de la vision est une activité clé dans l'accomplissement d'un changement institutionnel. Il s'agit en effet de proposer une rupture par rapport à l'existant, ou tout du moins par rapport au mode de fonctionnement d'une institution qui favorise un modèle

¹³ La SCFS Vin de Liège, qui a joué un rôle précurseur en matière d'appel à l'épargne citoyenne, est ainsi parvenue à atteindre un niveau de capitalisation proche de deux millions d'euros.

Thème 7 : Les autres acteurs de la transition

dominant. La vision est nécessaire pour mobiliser mais aussi pour rassurer ceux qui pourraient la soutenir et qui, naturellement, se placeraient en porte-à-faux par rapport au système institutionnel existant. Articuler une vision du changement qui puisse mobiliser et motiver d'autres acteurs passe par trois grandes phases : le cadrage diagnostique, le cadrage pronostique et le cadrage motivationnel. Le cadrage diagnostique vise à dénoncer ce qui, dans le modèle dominant, pose problème. Le cadrage pronostique vise à proposer une alternative, à l'argumenter rationnellement et à la présenter comme la solution qui s'impose naturellement, si on accepte la phase de diagnostic. Finalement, le cadrage motivationnel sert à identifier les éléments qui pourront justifier l'adhésion de potentiels alliés à la vision que l'on a développée.

La mobilisation des alliés est précisément la seconde activité clé dans une stratégie de changement institutionnel. La diffusion progressive du changement (et de la vision qu'il concrétise) passe inévitablement par des stratégies d'alliances et de coopération. L'entrepreneur institutionnel a besoin de mobiliser des alliés susceptibles de lui apporter des ressources (ressources financières, autorité morale, capital social). Son outil principal est d'abord l'usage du discours qui lui permet d'exprimer sa vision mais aussi de signifier à ses alliés potentiels qu'il partage avec eux des préoccupations, des valeurs, un même langage, etc. Petit à petit, sa vision se diffuse parce qu'elle est reprise (parfois partiellement) par ses alliés stratégiques. Il dépasse la phase de l'énoncé de sa vision pour de plus en plus « manipuler » ce qui se passe entre les différents acteurs (Oliver 1991). Dans ce contexte, il n'est pas rare de voir l'entrepreneur institutionnel mener des actions qui visent à coopter des acteurs dominants pour en faire des alliés, à influencer progressivement les valeurs et les critères d'évaluation, à changer les normes et à investir des lieux de décision.

Réflexions quant à l'action de la CATL

Cadrages diagnostique et pronostique

Concernant le développement d'une vision et particulièrement dans les cadrages diagnostique – *qu'est-ce qui ne va pas dans le système actuel ?* – et pronostique – *qu'est-ce qu'on devrait proposer à la place ?* – la dynamique de la CATL semble être caractérisée par un haut degré de réflexivité.

Nous pouvons prendre pour hypothèse que ce haut degré de réflexivité puise son origine dans des interactions de forte intensité entre savoirs scientifiques, savoirs sociaux et actions de terrain. En effet, d'une part, la CATL tient compte des savoirs scientifiques disponibles pour construire sa stratégie. D'autre part, l'expérience de la CATL et la place particulière qu'elle vise à occuper dans le paysage des initiatives cherchant à sortir des impasses du système agroalimentaire actuel en font un terrain d'observation et d'analyse particulièrement intéressant pour la recherche en sciences sociales, agronomiques, politiques et de gestion.

Incontestablement, ces collaborations avec le monde scientifique ont également une fonction de légitimation pour la CATL, tant vis-à-vis des pouvoirs publics que des partenaires et bailleurs de fonds potentiels. Cette légitimation semble être essentielle, notamment parce que les interlocuteurs politiques de la CATL peinent à reconnaître sa pertinence : une visée

Thème 7 : Les autres acteurs de la transition

de transformation en profondeur d'un système sociotechnique, qui plus est à très long terme, s'accorde parfois mal avec les objectifs et échéances à court terme du monde politique¹⁴.

Cadrage motivationnel et mobilisation des alliés

Concernant la sous-étape du cadrage motivationnel – *qu'est-ce qu'on devrait dire ou faire pour générer l'adhésion d'alliés ?* – et l'étape de la mobilisation des alliés, les dynamiques à l'œuvre sont par contre plus difficiles à cerner car probablement en cours de maturation.

Il convient aussi de préciser que, contrairement à ce que la théorie pourrait faire penser en proposant une séquence relativement mécanique, les relations entre cadrage motivationnel et mobilisation des alliés sont itératives : dans une visée stratégique, *quoi dire/faire et à/avec qui* entretiennent évidemment une relation dialectique.

Ceci étant précisé, compte tenu du fait que le travail d'animation de la CATL¹⁵ peut difficilement se financer sur le marché, un des principaux enjeux pour les animateurs de la CATL et de leurs pairs est de faire reconnaître le caractère d'utilité publique du projet par les pouvoirs publics ; cette reconnaissance tardant à venir.

Nous l'avons déjà souligné, les alliés dans le champ académique sont nombreux et ceux-ci participent à construire la légitimité de la dynamique. Ainsi, dans le cas des CDLT, l'appui scientifique au modèle agronomique servira à son tour de point d'appui pour un travail de lobbying visant à infléchir les politiques publiques en matière de soutien à l'agriculture dans un sens plus conforme à sa vision de l'intérêt général.

Cependant, d'autres types d'alliés potentiels semblent moins mobilisés comme des acteurs du monde économique « classique » ou bien encore des décideurs politiques. Vis-à-vis de ces derniers, les promoteurs de la CATL pensent comprendre que le critère de la création d'emploi est le plus déterminant dans la reconnaissance comme interlocuteur crédible. Comme nous l'avons souligné, ces attentes en termes d'emploi (et donc de projet économique) de la part du monde politique pourrait coïncider avec l'émergence d'une série de projets concrets en entrepreneuriat social portés par la CATL.

En outre, cette difficulté à mobiliser des alliés particulièrement « prosaïques » peut aussi résider dans le fait que la CATL reste, à ce stade, une dynamique relativement « flottante »¹⁶. Cette situation pouvant être corrélée à une série de tensions.

« Réserves d'indiens » versus risque de récupération : gérer des alliés hétérogènes

¹⁴ Ceci étant d'autant plus vrai dans un contexte (ou face à un discours) d'austérité.

¹⁵ Concrètement, ce travail d'animation permet de faire circuler les informations utiles aux bons endroits, de faire émerger des projets concrets, d'identifier des besoins, de trouver les ressources adaptées à ces besoins, de permettre des mutualisations et des économies d'échelle, etc.

¹⁶ On peut par exemple s'interroger sur le fait que la CATL ne s'est pas encore instituée en asbl.

Thème 7 : Les autres acteurs de la transition

Une des questions cruciales qui anime les acteurs de la CATL touche à son potentiel de transformation du cadre institutionnel général et des valeurs qui le sous-tendent, orientant et contraignant les pratiques de production et de consommation alimentaires. Autrement dit, les acteurs de la CATL s'interrogent sur l'impact réel de leur action : se contente-elle de créer de l'agitation dans des niches d'innovations s'apparentant à des « réserves d'indiens », ou permet-elle une véritable mise en tension du système dominant ? Ou encore, risque-t-elle d'offrir au régime dominant de nouvelles opportunités de s'adapter et de récupérer les nouvelles tendances du marché, comme cela a été le cas notamment avec l'agriculture biologique ? Cette dernière question est cruciale dans la mesure où l'essaimage fulgurant des circuits courts ces dernières années¹⁷ ne semble pas avoir eu d'impact significatif visible et tangible sur les trajectoires agricoles.

Malgré ces préoccupations, il est parfois reproché par certains sympathisants plus « radicaux » de la dynamique que celle-ci ne prenne pas suffisamment une posture politique et revendicative ; une telle posture plus politiquement « virile » pourrait dès lors s'inscrire en opposition avec des acteurs que la CATL pourraient avoir intérêt à mobiliser. Dit de manière triviale : les porteurs de la CATL peuvent se retrouver dans une situation inconfortable à devoir ménager « la chèvre et le chou ». En d'autres mots, gagner de nouveaux alliés peut aussi parfois signifier en perdre d'anciens, ce qui peut entraîner alors une forme de télescopage programmatique avec une volonté affichée d'inclusivité.

*Entrepreneuriat : commonification versus commodification*¹⁸

L'axe de développement de la CATL tourné vers des projets marqués économiquement permettant, de manière paradoxale, d'attirer d'une part des ressources publiques et d'autre part, de dégager une forme d'autonomie financière vis-à-vis de ces mêmes acteurs, peut aussi être source de tensions.

En effet, pour certains, cette orientation entrepreneuriale de la CATL (rappelons-le parmi d'autres), ayant l'objectif affiché de créer de nombreux emplois décents non délocalisables, est de nature à asseoir la reconnaissance institutionnelle et politique du projet, et à la mettre demain en position d'exercer un contre-pouvoir. Ainsi, les valeurs revendiquées lors de sa création (souveraineté alimentaire et justice sociale notamment) la situerait dans la catégorie des mouvements sociaux économiques¹⁹

Pour d'autres, cette orientation peut poser toutefois une série de questions en termes d'innovation et de relations avec les pouvoirs publics.

¹⁷ A titre d'exemple, selon l'asbl du Réseau des Consommateurs Responsables (RCR), en Belgique francophone, on serait passé d'une quarantaine de groupements d'achat en 2003 à plus de 240 en 2015.

¹⁸ Voir Verhaegen (2015).

¹⁹ «Une majorité d'initiatives tentant, chacune à leur niveau, de se réappropriier l'économie pour la transformer afin qu'elle redevienne un moyen pour atteindre des finalités sociales et sociétales» (Gabriel 2013).

Thème 7 : Les autres acteurs de la transition

En termes d'innovation d'une part, cette vision tournée vers l'entrepreneuriat peut être perçue comme mobilisant plusieurs référents et dispositifs caractéristiques du paradigme néolibéral où capital social, naturel, culturel et politique sont convertis en valeurs monétarisées (la *commodification*). De plus, la figure de l'entrepreneur social s'apparenterait avant tout alors à celle du chef d'entreprise (ou porteur de projet). Dès lors, cette utilisation des mêmes références peut poser des questions sur le pouvoir transformatif et d'innovation de ce type de projet et particulièrement sur sa capacité à réinventer les modes d'échanges économiques davantage détachés de la propriété privée et du marché (la *commonification*).

D'autre part, l'adhésion au principe selon lequel les entrepreneurs (sociaux) doivent se charger de matières qui relèvent traditionnellement²⁰ plutôt des pouvoirs publics (notamment l'emploi, l'environnement, l'équité sociale dans le cas de la CATL) risquerait - *a posteriori* - de légitimer le retrait desdits pouvoirs publics dans ces matières, puisque d'autres acteurs s'en chargent avec succès.

Cette tension étant soulignée, il convient de préciser que la SCFS Les Compagnons de la Terre semble l'avoir dépassée moyennant un travail approfondi aux niveaux des dispositions statutaires de la coopérative. Inscrire donc la CATL aussi dans des projets économiques tout en conservant une posture réflexive peut être aussi un moyen d'innover au niveau en tentant de concilier esprit d'initiative, entrepreneuriat collectif, échanges marchands et gestion des communs.

Prolongements

Il reste évidemment du chemin à faire pour asseoir la CATL comme acteur et stimulateur d'un profond mouvement de pratiques, de transformations institutionnelles et de réorientation des paradigmes qui guident la gouvernance des systèmes agroalimentaires vers davantage de durabilité, d'inclusivité et de participation démocratique dans le contexte liégeois. Mais des bases semblent échafaudées.

Le lancement de l'initiative a créé une mobilisation importante de « mangeurs » et de personnes soucieuses du développement territorial. Des fertilisations croisées avec la recherche sont à l'œuvre. Celles-ci permettent notamment de structurer des réflexions et de tracer des pistes d'action pour construire une légitimité et une inscription dans l'espace public. Et il est indéniable aujourd'hui qu'elle sert de tremplin à plusieurs initiatives concrètes en économie sociale en région liégeoise.

A cette aune, à part peut-être dans l'orientation de travaux de recherche, l'influence de la CATL est encore difficile à percevoir. Il est encore prématuré d'évaluer la CATL sur base de tels critères, alors que d'une part, elle ne s'est pas encore structurée et ne dispose pas de moyens de fonctionnement pérennes et que, d'autre part, les objectifs qu'elle s'est fixée ne pourront réellement être évalués qu'à moyen et long termes. Mais cette préoccupation de l'impact est néanmoins dès à présent cruciale et suscite un travail de réflexion sur les

²⁰ On peut s'interroger cependant si les pouvoirs publics seraient les seuls légitimes à s'occuper des questions d'emploi, d'environnement et d'équité sociale.

Thème 7 : Les autres acteurs de la transition

stratégies à adopter, en particulier dans son ancrage institutionnel et les revendications d'ordre politique.

Mais aujourd'hui, ses fondateurs savent que la CATL est à la croisée des chemins. Il lui faut en particulier choisir entre rester une dynamique informelle, avec pour corollaire une véritable indépendance, ou prendre la voie d'une certaine institutionnalisation, probablement nécessaire eu égard aux enjeux cruciaux de transformation des systèmes alimentaires.

Face à ces visées transformatives, sur le plan institutionnel, une observation précise et systématique est requise quant aux signes témoignant de changements, tels que des adaptations des arsenaux législatifs, des réorientations au sein des politiques agricoles et de développement territorial, des aménagements dans les normes sanitaires, les cursus d'enseignement ou les programmes de recherche.

Conclusions

Alors que la CATL semble coïncider avec la notion de système agroalimentaire alternatif [S3A] (Deverre & Lamine 2010), il faut souligner que deux postures sur leur réel pouvoir transformatif s'opposent dans la littérature spécialisée.

Pour certains auteurs (i.e. Chiffolleau 2009, Pleyers 2011, Chiffolleau & Prévost 2012, Ploeg et al. 2012, Pleyers 2011), les S3A sont une des voies les plus porteuses par lesquelles les acteurs peuvent répondre à des préoccupations sociales et environnementales grandissantes. Entre autres choses, ces S3A sont perçus comme des réseaux où s'articulent de nouvelles formes de gouvernance. Beaucoup les considèrent dès lors comme des « niches » incubatrices d'innovations sociotechniques permettant, par des processus de translation, de contester les logiques du système dominant et de développer des points d'appui discursifs, politiques et opérationnels agissant en prise directe sur lui pour le reconfigurer, voire le transformer en profondeur.

D'autres auteurs sont plus critiques (Allen 1999, Guthman 2008, Verhaegen 2012) et soulignent le fait que ceux-ci pourraient aussi ne constituer qu'un épiphénomène, limité aux interstices. Ces observateurs soulignent les ambiguïtés du marquage de l'« alternatif » défendu par ces « micro-collectifs ». Les pratiques et discours qui s'y déploient pourraient n'être alors portés que par une logique de reproduction des conditions de leur propre émergence, étouffant par conséquent les aspirations et l'activisme vers des changements réellement émancipateurs.

L'expérimentation de la CATL nous amène à questionner ces deux visions polarisées. Une lecture de ces dynamiques peut aussi être faite dans le sens d'un processus de co-constitution qui implique à la fois les registres d'interprétation et d'action(s) propres au système conventionnel et des registres alternatifs ou d'opposition. Cela signifierait alors que la (re-)construction des espaces locaux sous la globalisation ne pourrait en effet pas être comprise comme une trajectoire unidirectionnelle véhiculant ainsi une vision positivement fautive (et quelque peu romantique) entre d'une part, un « global » assimilé au capitalisme

Thème 7 : Les autres acteurs de la transition

hégémonique et d'autre part, un ensemble de « locaux » comme autant d'espaces de résistance à cette hégémonie (DuPuis & Goodman 2005, Goodman et al. 2011). Plutôt, les réseaux, flux et acteurs guidés par les processus de la globalisation fusionneraient et se combindraient avec les pratiques et dispositifs aux échelles locales pour produire de nouvelles formations idiosyncratiques, des « bricolages ». Tenter d'appréhender ces formes et trajectoires diverses (White & Stirling 2013) nécessiterait alors de saisir les micro-politiques de négociation à l'œuvre dans le quotidien des acteurs.

En faisant écho aux *transition studies* assez classiquement mobilisées²¹, comme le suggèrent déjà certains auteurs (Geels 2011 [répondant à ses critiques], Smith & Raven 2012, Hinrichs 2014, Vankeerberghen et al. 2014), le pari serait alors de combiner d'une part, un cadre de pensée « hiérarchique » ayant une portée heuristique certaine pour souligner le poids des manières de faire et de penser dominantes sur les innovations sociotechniques émergentes²² et d'autre part, des cadres auxiliaires centrés sur la trajectoire des acteurs pour aider à comprendre les processus d'hybridation à l'œuvre²³.

Bibliographie

- ALLEN, P. (1999). « Reweaving the food security safety net: Mediating entitlement and entrepreneurship », *Agriculture and Human Values*, 16, 117-129.
- BARET, P., STASSART, P., M., VANLOQUEREN, G., & VAN DAMME, J. (2013), « Dépasser les verrouillages de régimes socio-techniques des systèmes alimentaires pour construire une transition agroécologique », in VAN YPERSELE DE STRIHO, JEAN-PASCAL, HUDON, MAREK (sous la direction de), *Thème 2: Alimentation, Agriculture, Elevage. 1er Congrès interdisciplinaire du développement durable. Quelle transition pour nos sociétés?* (Namur, du 31/01/2013 au 01/02/2013), éd. Service Public de Wallonie: Namur, 2013, 165 p. (<http://hdl.handle.net/2078.1/141283>)
- BATTILANA, J., LECA, B. & BOXENBAUM, E. (2009), « How Actors Change Institutions: Towards a Theory of Institutional Entrepreneurship », *The Academy of Management Annals*, 3(1), 65-107.
- BOULANGER, P-M. (2008), « Une gouvernance du changement sociétal : le *transition management* », *La Revue Nouvelle*, 11.
- CHIFFOLEAU, Y. (2009), « From Politics to Co-operation: The Dynamics of Embeddedness in Alternative Food Supply Chains », *Sociologia Ruralis*, 49(3), 218-235.
- CHIFFOLEAU, Y., & PREVOST, B. (2012), « Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires », *Noréis*, 224, 7-20
- DEVERRE, CH. & LAMINE, C. (2010), « Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales », *Economie Rurale*, 317, 57-73.
- DEDEURWAERDERE, T. (2013), « Les sciences du développement durable pour régir la transition vers la durabilité forte », Université catholique de Louvain et Fonds National de la Recherche Scientifique, FSR-FNRS (avec le soutien du Ministre du

²¹ Pour un aperçu des différents corpus de ces approches, voir Markard et al. (2012).

²² Et permettre aux chercheurs d'horizons divers de communiquer.

²³ Voir Holzemer et al. (2015).

Thème 7 : Les autres acteurs de la transition

- Développement durable et de l'Administration publique du gouvernement wallon), Louvain-la-Neuve.
- DIMAGGIO P.J. & POWELL W.W. (1983), « The iron cage revisited: Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields », *American Sociological Review*, 48, 147-160.
- DIMAGGIO, P. (1988), « Interest and agency in institutional theory », in L. G. ZUCKER (Ed.), *Institutional patterns and organizations*, MA: Ballinger, Cambridge, pp. 3-22.
- DUPUIS E., M., & GOODMAN, D. (2005), « Should we go « home » to eat ? : Toward a reflexive politics of localism », *Journal of Rural Studies*, 21(3), 359-371.
- ENJOLRAS, B. (1996), « Associations et isomorphisme institutionnel », *RECMA, Revue internationale de l'Economie sociale*, 261, 68-77.
- GABRIEL, D. (2013), « La Transition : mouvement social économique ? », *Terre*, 14.
- GEELS, F., W. (2011), «The multi-level perspective on sustainability transitions: Response to seven criticisms », *Environmental Innovation an Societal Transitions*, 1, 24-40.
- GIBBON, M., LIMOGES, C., NOWOTNY, H., SCHWARTZMAN S., SCOTT, P. & TROW M. (1994), « The New Production of Knowledge. The Dynamics of Science and Research in Contemporary Societies », Sage, London.
- GIDDENS, A. (1987), « La Constitution de la société. Eléments de la théorie de la structuration », PUF, Paris.
- GOODMAN, D., DUPUIS, M. & GOODMAN, M., K. (2011), « Alternative Food Networks: Knowledge, Practice, and Politics », Routledge Studies, New York & London:
- GRIN, J., FELIX, F., BOS, B., & SPOELSTRA, S., (2004), « Practice for reflexive design: lessons from a dutch programme on sustainable agriculture », *International Journal Foresight and Innovation Policy*, 1, 126-149.
- GUTHMAN, J. (2008), « Bringing good food to others: investigating the subjects of alternative food practice », *Cultural Geographies*, 15, 431-447.
- HINRICHS, C., C. (2014), « Transitions to sustainability: a change in thinking about food systems change », *Agriculture and Human Values*, 31, 143-155.
- HOLZEMER, L., MARCQ, P., PLATEAU, L., MERTENS, S., & MARECHAL, K. (2015), « Circuits courts alimentaires en Wallonie : hybridation des pratiques des mangeurs et des modes d'organisation », in VAN YPERSELE DE STRIHOU, JEAN-PASCAL, HUDON, MAREK (sous la direction de), *Thématique 2 : Alimentation, Agriculture et Elevage*, (Louvain-la-Neuve, du 20/05/2015 au 22/05/2015).
- JAHN, T., BERGMANN, M., & KEIL, F. (2012), « Transdisciplinary: between mainstreaming and marginalization », *Ecological Economics*, 79, 1-10.
- JONET, C., & MARCQ, P. (2015), « Quelle alliance avec le monde politique? », *Politique*, 90, 31-33.
- MARKARD, J., RAVEN, R. & TRUFFER, B. (2012), « Sustainability transitions: An emerging field of research and its prospects », *Research Policy*, 41, 955-967.
- OLIVER, C. (1991), « Strategic responses to institutional processes », *Academy of Management Review*, 16(1), 145-182.
- PLEYERS, G. (2011), « La consommation critique Mouvements pour une alimentation responsable et solidaire », Desclée de Brouwer, Paris.

Thème 7 : Les autres acteurs de la transition

- PLOEG (VAN DER) J., D., JINGZHONG, Y. & SCNEIDER, S. (2012), «Rural development through the construction of new, nested markets: comparative perspectives from China, Brazil and the European Union», *Journal of Peasant Studies*, 39(1), 133-173.
- SMITH, A. & RAVEN, R. (2012), « What is protective space? Reconsidering niches in transitions to sustainability », *Research Policy*, 41, 1025-1036.
- VANKEERBERGHEN, A., DANNEVOYE, B. & STASSART, P., M. (2014), « L'insularisation comme mode de transition, le cas de l'agriculture de conservation en Région Wallonne », in A. B. DE RAYMOND & F. GOULET (Eds), *Sociologie des grandes cultures, au coeur du modèle industriel agricole*, Quae, Paris.
- VERHAEGEN, E. (2012), « Les réseaux agroalimentaires alternatifs : transformations globales ou nouvelle segmentation du marché », in D. VAN DAM, M. STREITH, J. NIZET, P.M. STASSART (Eds), *Agroécologie Entre Pratiques et Sciences Sociales*, Educagri Editions, Dijon, pp 265-279.
- VERHAEGEN, E. (2015), « La révolution des "communs" », *Politique*, 90, 41-45.
- WHITE, R. & STIRLING, A. (2013), « Sustaining trajectories towards Sustainability: Dynamics and diversity in UK communal growing activities », *Global Environmental Change*, 23, 838-846.